

A propos de la BCE et de l'euro

Gilles Mercier – Fédération des Hauts-de-Seine, section de Fontenay aux roses

La mondialisation a libéré toutes les formes du capital, capital marchandise (réduction et suppression des droits de douane) capital argent (liberté complète de circulation des capitaux), du capital productif (liberté complète de rachat d'entreprises, et d'implantation du capital à l'étranger). Cette liberté du capital de se projeter à l'international s'est accompagnée de la précarisation et la flexibilité du capital variable (la force de travail).

La mondialisation fut choisie par la bourgeoisie à la fin les années 1970 comme solution à la crise de rentabilité du capital. Pour elle, le cadre national n'était plus le cadre pertinent de l'activité économique. En tant que cadre économique le territoire national ne l'intéressait plus, le territoire pertinent c'est le monde entier, ou plus exactement la partie du monde qui permet de dégager du profit.

Dans cette configuration, l'État social n'a plus lieu d'être. Tout ce que les salariés ont par leurs luttes réussit à arracher, c'est à dire la part des richesses que l'État et les capitalistes ont été contraints de leur transférer doit retourner au capital. Finies les lois sociales, les statuts qui sont autant de contraintes à l'accumulation du capital !

L'attachement au cadre national ferait partie du passé celui d'un monde ancien inadapté au monde d'aujourd'hui qui demande en permanence réactivité, anticipation. L'attachement à la nation, c'est bon pour le sport et la gastronomie, mais pour l'économie, l'idéologie dominante le considère comme rétrograde, dépassé.

Si le capital se désintéresse du cadre national, les salariés, eux, y sont très attachés. Car c'est un cadre identitaire, celui sur lequel ils peuvent s'appuyer pour défendre leurs acquis. Ce cadre national, c'est celui de l'État de droit, celui des lois sociales, celui des statuts. Tout ce que à quoi la bourgeoisie s'attaque pour mieux assujettir le salariat et réduire ses capacités de résistance.

Cette liberté absolue du capital de se mouvoir en fonction des opportunités de profit a été consacrée par la monnaie unique. Elle constitue une étape essentielle de la dérégulation monétaire engagée dans le courant des années 1970. La monnaie est le privilège du prince. Dans le monde moderne, le prince est l'État. Ne plus battre monnaie c'est ne plus avoir la main sur les mouvements de capitaux. Avec la monnaie unique l'État a abandonné toute politique économique et monétaire. L'euro a conféré au capital la liberté de mouvement au sein de la zone. Il s'établit là où la force de travail a le moindre coût et les contraintes étatiques sont les plus faibles. Le système capitaliste étant par nature un système concurrentiel, l'euro n'a fait qu'accentuer le différentiel économique entre États au sein de la zone. Grace à l'euro, les entreprises des États « frugaux » entreprises de hautes et moyennes technologies ont renforcé leur position contribuant à la désindustrialisation de notre pays. Si l'euro a fait disparaître la

spéculation sur les taux de change, il l'a déplacée sur les taux d'emprunt des États qui sont le reflet de leur puissance économique. On ne prête qu'aux riches. Or la France dont le capitalisme pour des raisons historiques est à dominante financière ne cesse de se désindustrialiser. Ce qui a pour conséquence pour l'État de recourir à l'emprunt auprès des marchés financiers (c-à-d, le capital financier) et d'accroître sa dette. Pour réduire la dette, le gouvernement s'attaque soit à la politique du capital en assujettissant ce dernier à l'État afin de réindustrialiser le pays, soit il s'attaque encore plus à l'État social pour réduire la dépense publique. C'est ce dernier choix qu'ont fait tous les gouvernements sociaux-démocrates et libéraux de reporter, toutes les difficultés, tout le poids de la crise sur les couches populaires.

Le capitalisme c'est ... la concurrence. L'Union européenne est une association politique de concurrents économiques. Chaque État à son histoire, son organisation, ses zones d'influence. Si les intérêts peuvent être convergents à un moment donné, compte tenu de la nature du système économique ils ont tendance à être plus souvent divergents. L'Europe politique a souvent été traversée par des crises. La fragmentation de l'Europe politique est en cours. Les États confrontés à leurs dettes, ne vont pas s'entraider pour la résorber. L'UE, en tant qu'association de pays capitalistes concurrents, ne peut avoir de politique économique. La preuve est donnée dans le domaine stratégique de l'armement. Le projet d'avion de combat (SCAF) entre la France, l'Espagne et l'Allemagne restera dans les cartons. Après bien des péripéties pour déterminer les droits de propriété, le projet est à l'arrêt compte des intérêts divergents des partenaires industriels. L'Allemagne se rattacherait au projet concurrent de l'Italie de la Grande Bretagne et ...du Japon. Il en est de même du futur char franco-allemand. Il y a méfiance entre industriels Français et Allemand sur la conception. Ce d'autant qu'un des industriels allemands travaille à un projet concurrent avec un industriel italien ! L'UE c'est la concurrence à tous les étages. Certains pays de l'UE préfèrent acheter des F35 américains que des Rafales français. C'est le cas de l'Allemagne pilier de la construction européenne qui après avoir acheté 35 F35 en 2022 en a rajouté 15 à sa liste de course. Acheter des Rafales, c'est être dépendant militairement et... donc politiquement de la France. L'amitié Franco-Allemande a des limites. Les divergences entre la France et l'Allemagne ne cessent de se multiplier, sur le Mercosur, l'emprunt européen, la situation internationale....

Face à cette réalité de l'UE, le secteur Économie et Politique du Parti avance l'idée d'une BCE « *qui doit cesser de soutenir les banques qui financent la spéculation, en refinancer à taux zéro les crédits qui financent les investissements favorables à l'emploi, et via un fonds de développement économique, social et écologique, financer les dépenses qui contribuent au développement des services publics* ». En quelque sorte le crédit devient l'arme fatale de lutte contre le capital ! Le nouveau crédit enserrerait les capitalistes par un nœud coulant qui les forcerait à ne plus chercher le profit, mais à produire pour le bien de tous !

C'est par la modification des critères d'attribution du crédit de la BCE qu'une nouvelle politique économique et sociale ondoierait la France et l'Europe. Et ceci dans une Union Européenne dont le maître mot est la dérégulation à tous les niveaux ! Tout doit s'ouvrir à la concurrence, tout doit être marchandise, non par idéologie, mais par nécessité ! L'UE est l'ensemble

régional où l'accumulation du capital est la plus élevée donc sa rentabilité la plus faible. Il est donc indispensable d'ouvrir au capital de nouvelles zones de profitabilité, tel le capital public qui sera ainsi libéré de son carcan étatique grâce aux privatisations. C'est bien ce qui en train de se passer en Ile de France avec l'ouverture à la concurrence des lignes de bus puis de tram et de métro. Processus qui avait été engagé précédemment avec la fourniture du gaz et de l'électricité à la concurrence puis plus récemment avec l'ouverture à la concurrence des lignes de trains à grande vitesse.

Sans rien changer à l'organisation de l'UE le secteur Ecopo propose de changer la nature de la politique de l'UE en changeant les critères d'attribution du crédit en s'appuyant sur le paragraphe 2 de l'article 123 du traité de Lisbonne. Ce paragraphe dit « *Le paragraphe 1 (qui interdit le prêt aux États) ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne, du même traitement que les établissements privés de crédit.* » Il suffira donc de créer un pôle public doté du statut d'établissement public de crédit pour que le robinet financier de la BCE alimente via ce pôle les financements publics (États collectivités territoriales, organismes de sécurité sociale). Cela s'apparente beaucoup à la Théorie Monétaire Moderne qui fait l'impasse sur le fait que **la monnaie est avant tout un rapport social !**

La simple application d'un paragraphe d'un article du Traité de Lisbonne changerait la nature de classe de l'État. Il est fort douteux que les organes décisionnels de la BCE aillent dans ce sens. Que ce soit le Conseil des gouverneurs des BCN de la zone euro, les six membres du Directoire nommés par le Conseil européen qui regroupe les chefs d'État et de gouvernement ainsi que le Conseil général qui regroupe les gouverneurs des banques centrales de l'UE. Tout ce beau monde est acquis à l'organisation capitaliste de la société à l'élévation de la concurrence comme norme supérieure de l'UE et à se débarrasser de toutes les lois et normes sociales qui entrave le mouvement du capital et son accumulation.

Par quel miracle, les bourgeoisies de l'UE vont se laisser dessaisir de leur outil financier qui leur assure la rentabilité du capital et leur domination sur leur population.

- 1- Où sont les forces politiques en France et en Europe qui non seulement s'opposent à la politique du capital, mais proposent une société libérée de la domination de ce dernier ! Si la conscience de classe a considérablement reculé en France, elle est encore plus faible dans les pays de l'UE, en particulier dans les ex pays socialistes !
- 2- La solution à la crise serait dans le cadre européen en dehors du cadre national. A partir de là, il est difficile de mobiliser les salariés contre la politique de leur gouvernement, puisque c'est la BCE qui détient la monnaie et la solution.
- 3- La BCE touchée par la grâce financerait une politique de réindustrialisation française concurrençant des industriels européens. ? Le secteur Ecopo a perdu de vue que **l'UE n'est avant tout le marché unique des capitaux !**

- 4- Les bourgeoisies européennes ont concocté une banque centrale supranationale qui assure l'hégémonie du capital sur la zone. Ce n'est pas l'application d'un paragraphe du traité de Lisbonne qui va changer la nature de classe de la BCE. Si les bourgeoisies européennes sont en compétition les unes les autres, elles sont liées par une solidarité de classe face à un État de la zone qui mettrait en cause la nature de classe de la société.
- 5- La BCE n'est pas qu'une instance technique. Elle participe à un projet politique et économique. Les États doivent être sous la surveillance des marchés. C'est la liberté du marché qui fonde la légitimité de l'État. En clair les États doivent assurer la liberté absolue du mouvement du capital et se débarrasser de tous les obstacles juridiques historiques qui limitent son accumulation. Suivant cette optique la monnaie est neutre, elle n'a pas à être au service d'un État souverain.

Les marchés financiers ont pour fonction d'informer les capitalistes sur les taux de rentabilité ici et là, de centraliser l'épargne mondiale c'est à dire toutes les fractions de la plus-value transformées en monnaie et disponible ici et là. Ils sont la garantie de la mobilité du capital. Les places financières sont les instruments de la mobilité mondiale du capital. C'est donc tout naturellement que les places financières de la zone euro se font la concurrence pour capter le capital et le faire fructifier. Pour faire concurrence à la politique de dérégulation financière de Trump, l'UE veut remettre en selle la titrisation et revenir sur les règles de régulation de Bâle III. L'ensemble des établissements bancaires et financiers de l'UE poussent à la dérégulation. La proposition d'une autre BCE est gentillette face au processus de déréglementation financière en cours impulsée par les forces du capital en quête d'une exigence d'extraire une quantité toujours plus grande de plus-value.

La réindustrialisation française serait dépendante peu ou prou des financements de la BCE ! **En clair l'État national n'aurait pas la maîtrise de sa politique, puisqu'il dépendrait de la banque centrale européenne.** Vous semblez oublier que la bourgeoisie en France comme en Europe est en position de force.

Un État ne peut maîtriser sa politique économique sans maîtriser les flux de capitaux. Pour ce faire l'État doit avoir la maîtrise de sa monnaie. La réindustrialisation de la France ne peut pas se faire dans le cadre de l'Euro, dans le cadre d'un système financier entièrement dévolu au capital sans aucune considération pour les intérêts nationaux. La puissance d'une monnaie est la reflet de la puissance économique qui la porte. La monnaie d'un pays désindustrialisé comme la France ne peut être qu'une monnaie faible. Elle doit donc être protégée de la spéculation par un cours forcé.

Mais ceci n'est envisageable que dans le cas d'un rapport de force particulièrement favorable au mouvement de lutte contraignant le capital et les forces politiques libérales et social-démocrates à son service à capituler. **Le mouvement salarial de lutte doit s'appropriier l'État central et déconcentré pour le mettre à son service.**

En délaissant le cadre national le secteur Ecopo accompagne le mouvement de mondialisation du capital, ce qui conforte le sentiment d'impuissance et laisse le terrain libre au RN qui

prospère sur le recul des idées de classe et l'atomisation des individus. Si pour le capital le cadre national n'est plus déterminant, l'État nation garde son importance. Il est déterminant pour subordonner le salariat, déterminant pour l'aider à se projeter à l'international, déterminant pour lutter contre les concurrents. **L'État nation est un enjeu stratégique de la lutte de classes.** Pour mener la lutte politique au niveau européen comme au niveau international il faut d'abord la mener dans le cadre national ! Or le cadre national est le seul cadre dans le lequel le monde du travail peut s'identifier. Sans ce cadre, les citoyens n'ont pas d'identité. Ce n'est pas pour rien que l'enseignement de l'Histoire de France est délaissé au profit de celui de la construction européenne.

En ayant élevé la libre concurrence comme norme supérieure de sa doctrine économique l'UE fait de cette doxa la ligne de conduite des États membres. Il s'agit d'une forme de fédéralisme puisque les budgets des États doivent être validés par la Commission européenne. L'échelon européen en raison de son caractère supranational échappe aux rapports de forces sociaux qui s'expriment dans le cadre des États nations. L'intégration européenne se lit comme un pouvoir de classe qui protège les bourgeoisies nationales des mouvements de luttés de leurs salariés.

En conclusion

La proposition de « *création monétaire à bas coût orientée sélectivement pour les services publics, une nouvelle industrialisation et ...l'écologie dont le climat* » comme solution à la crise du capitalisme revient à changer de politique économique et sociale sans rien changer au régime de propriété, à la nature de classe de la société. Les rapports de propriété s'appuient sur un ensemble de règles juridiques et sur un pouvoir politique qui assurent la protection de la propriété privée des moyens de production. Il suffirait de changer les critères de fonctionnement du robinet financier européen et mondial pour changer la nature de classe de la société. Ce n'est pas sérieux !

Gilles Mercier

Section de Fontenay aux roses du PCF  
12 mars 2026